

L'école du contrôle et de la révocation.

Un nouvel article de Loi : "Art. L. 111-3-1 - Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance".

Ainsi toute critique portée par un enseignant sur l'institution(réseaux sociaux, mails, publications) pourrait être légalement sanctionnée par **une révocation**. Ce que poursuit le ministre c'est la généralisation du devoir de réserve qui concerne aujourd'hui les seuls cadres du système éducatif ou des cas bien particuliers.

#STOPMEPRIS

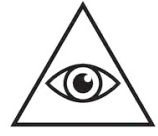
- Salaire correct exigé
- Liberté pédagogique
- Formation
- Fusion des académies
- École/Collège/Lycée
- Orientation/Supérieur

Ceci est un diaporama papier, y a plus qu'à le déplier



Jean-Michel **Blanquer**

Construisons ensemble
~~l'École de la confiance~~
du contrôle



Retrouve le montant de ton pouvoir d'achat perdu depuis 2000

* : PE, Carrière, PLP, PEPS, PSYEN, CPE

Perte de cumulés de salaire depuis 2010	Perte de salaire mensuelle	Surcôtés retraite	Indice de salaire 2010	Inflation depuis 2000	CatC/
-44 203€	-433€	-42€	-114€	-277€	CatC/ 11ème
-61 693€	-605€	-59€	-160€	-386€	CatB/ 13ème
-77 985€	-765€	-74€	-202€	-488€	CatA/ 12ème
-41 808€	-410€	-40€	-108€	-262€	* stagiaire
-53 308€	-523€	-51€	-138€	-334€	*-4ème
-63 610€	-624€	-61€	-155€	-398€	*-8ème
-63 011€	-618€	-60€	-163€	-395€	Agreg- 4ème
-81 938€	-803€	-78€	-212€	-513€	Agreg- 8ème
-71 995€	-706€	-69€	-186€	-451€	*-HC- 3ème
-87 928€	-862€	-84€	-228€	-551€	Agreg- HC- 3ème
-89 725€	-880€	-86€	-232€	-562€	MaitConf 77ème
-98 350€	-94€	-255€	-94€	-616€	ProfUniv /2ème

Rattrapage du pouvoir d'achat perdu !

Dis Jean-Michel, à quel jour du dégel ?

Des enseignants pour moins d'un SMIC par mois
Nouvelle catégorie de personnels : les étudiants qu'on recrutera comme assistants d'éducation (AED)

Sans licence, ils pourront accomplir le tiers du service d'un enseignant, pour 266 euros par mois. Faites le calcul : pour 798 euros par mois vous pouvez remplacer un temps plein de professeur des écoles ou de professeur du secondaire.

École/Collège/Lycée

Ecole maternelle obligatoire dès 3 ans

→ cadeau au privé : les écoles maternelles privées seront désormais financées par les pouvoirs publics.

La direction et le fonctionnement de l'école

Le projet de statut du directeur envisagé par le MEN conférerait un rôle hiérarchique au directeur au sein même des écoles sur ses collègues. Ce statut présenté comme LA solution permet en fait de dissimuler la question des moyens. De plus, si un statut est créé, des personnels n'ayant aucune expérience dans l'EN pourraient diriger des écoles. C'est la spécificité de l'école primaire et sa force, la co-gestion en équipe au sein des conseils des maîtres !

Inclusion à marche forcée dans les 1er et 2nd degré

Dans un contexte déjà très difficile, les Agences Régionales de Santé (ARS) imposent l'inclusion en milieu ordinaire de la moitié de leurs élèves handicapés aux établissements socio-médicaux (IME, ITEP, IEM) à l'horizon 2022.

Quelle qualité d'accueil en milieu d'ordinaire pour ces enfants et adolescents qui nécessitent une prise en charge thérapeutique, éducative et pédagogique globale ?

Quelle formation initiale et continue pour les personnels dans l'état actuel des moyens de remplacement ?

Quelle qualité de l'enseignement dans des classes déjà surchargées ?

A ce jour, le MEN n'apporte aucune réponse à ces

Formation

6

Reprise en main de la contenus et les modalités de **formation par l'employeur**, travail, décrochage des **mise au pas des formations** des enseignants **enseignants**

Premier / Second degré,

Le projet de réforme de la mise en responsabilité Formation des enseignants d'étudiants seuls dans les que porte le gouvernement classes...

comporte des mesures très → Une vision à court terme dangereuses : renforcement de la formation des du poids des stages, enseignants comme diminution des adaptation immédiate à enseignements, mise en l'emploi.

cause de la place des → Une vision du métier enseignants à temps plein en enseignant comme un ESPE, prescriptions sur les métier d'exécutant.

Orientation - Supérieur

— Une fois encore, les chiffres et sociales pour l'accès au supérieur viennent démentir l'auto-satisfaction vont inévitablement se développer, ministérielle sur la réussite de Prochaine étape : **augmentation** Parcoursup : au 10 juin, seuls **38% des droits d'inscription**. Alors que **des élèves de terminales ont les dérogations se multiplient déjà définitivement accepté une** aux droits d'inscription nationaux **proposition**. Près de 2/3 des (écoles d'ingénieur, master élèves ont donc reçu une réponse Internationalx...), l'augmentation (ou pas) qui ne les satisfait pas ! A des droits d'inscription des étudiants titre de comparaison, au 8 juin 2017 extra-communautaires est une : plus de 80% des candidats avaient nouvelle étape vers l'augmentation reçu une réponse positive à l'un de généralisée pour tous. **Blanquer**, leurs vœux (pour 50% c'était le **Vidal**, **Macron transformé un** premier vœu).

— **Blanquer et Vidal ont instauré la** ouvert à tous les bacheliers en un **sélection dans les universités, système payant, super** Avec la possibilité des pré-requis hiérarchisé et sélectif "océaux", les inégalités territoriales

questions. L'idée d'une école capable de s'adapter **5** sans limites et sans moyen est un leurre.

Collège : La réforme du collège n'en finit pas de faire des dégâts : classes surchargées, horaires disciplinaires réduits, confusion dans les modalités d'évaluation des élèves, surcharge de travail pour les enseignants. Les moyens donnés pour résoudre les difficultés scolaires sont dérisoires. La rentrée 2019 risque d'aggraver encore la situation : pour masquer les effets de la réforme du lycée, des ponctions en heures poste seront faites sur les collèges.

Lycées : Quoi qu'en dise le ministre, Parcoursup est un échec, surtout pour les élèves des voies technologique et professionnelle. L'injustice que représente cette réforme pour les plus fragiles sera encore amplifiée par les réformes du lycée et du bac. Il s'agira de plus d'inégalités entre les établissements et les territoires et de moins d'heures d'enseignement pour les élèves. Mais une charge de travail augmentée pour les personnels !

Lycée pro : Le lycée professionnel subit également une réforme qui, une fois de plus, réduit le nombre d'heures d'enseignement général et l'ambition dans les disciplines professionnelles (~252 h sur les 3 ans !). Il s'agit aussi d'une nouvelle dérégulation qui ne fera qu'augmenter les inégalités. Le projet du gouvernement, associé à celui des régions, est, contre toute logique, de privilégier l'apprentissage au détriment de la formation initiale.

Des regroupements de services administratifs

7

Fusion des Rectorats et des agences comptables

C'est une **restructuration des services déconcentrés et de la structure administrative du système éducatif pour soumettre son organisation à une approche libérale**. C'est la logique de la politique d'ensemble du gouvernement pour la fonction publique avec, au programme, des suppressions d'emplois, la régression du service public quand ce n'est pas sa disparition.

Derrière les logiques de fusions, de mutualisations de services, il y a une **conception de la politique publique de plus en plus éloignée des préoccupations d'égalité d'accès au service public**, conçues sur des objectifs réduits à une approche minimaliste et soumise aux besoins immédiats de l'activité économique.

Nous sommes CONTRE ces inégalités territoriales, qui entraînent des difficultés pour les personnels et dégradent leurs conditions de travail, mais bien POUR une organisation et un pilotage territorial de proximité pour notre service public.